

Syndicat National du Trésor – CGT – Section de l'Aveyron

Monsieur le Directeur Général,

Votre venue à Labège le 2 mars 2010 s'effectue dans un contexte de forte tension et de mécontentement des agents de vos services que nous avons maintes fois évoqué dans nos publications et nos débats en réunions paritaires locales :

- suppressions d'emplois qui se succèdent, 7 en 2010 dans la filière gestion publique soit l'équivalent de l'ensemble des emplois théoriques B et C d'un poste comparable à Villefranche de Rouergue ou Rodez Hôpital,
- baisse des dotations budgétaires,
- multiplication des réformes et des nouvelles applications qui compliquent bien souvent inutilement l'exercice de nos missions sans améliorer le service rendu,
- polyvalence de plus en plus accrue synonyme de banalisation des métiers et de perte de sens du contenu des missions,
- réforme des structures dans la précipitation, dont le seul but est la réduction d'échelle et la baisse des effectifs,
- dégradation des conditions et augmentation des charges de travail qui obligent aujourd'hui à faire des choix dans les missions à accomplir,
- dégradation du service rendu à l'utilisateur et aux collectivités locales,
- dégradation des rapports hiérarchiques par la mise en place d'une politique de management dont les effets néfastes ne sont plus à démontrer,
- développement du stress, du mal être au bureau,
- absence de reconnaissance salariale collective et mise en place progressive de rémunérations et de carrières « au profil »,
- menaces sur nos régimes de retraite,
- ...la liste est longue.

Pour entrer plus dans le détail, mais en ne prenant qu'un seul aspect de la dégradation des services, nous nous limiterons au constat accablant sur la proximité des services.

Dans l'Aveyron, 5ème département français en superficie, avec un relief souvent accidenté, particulièrement rural, en partie de moyenne montagne et des moyens de communication plus que perfectibles, le constat sur l'évolution de la proximité est sans appel :

Dans les années 2004/2005, on comptait 41 trésoreries hormis la paierie départementale et la trésorerie générale.

En 2010, il n'en subsiste que 27.

On nous a dit à une époque que le resserrement du réseau permettrait d'obtenir des postes plus étoffés et donc plus « viables », plus performants vis à vis des usagers, population et élus.

L'ORE est passé par là : - 22,16 emplois cumulés sur la même période.

Au 1^{er} janvier 2010 :

- 5 postes à 1 agent
- 7 postes à 2 agents
- 7 postes à 3 et 4 agents

Il faut par ailleurs noter que 11 trésoreries sont éclatées en 2 voire 3 structures sans bien sûr de moyens supplémentaires pour faire fonctionner les dites antennes et les trésoreries de rattachement qui doivent y mettre à disposition 1 ou 2 agents.

L'effet laisse à désirer quant au caractère « viable » du réseau dit « resserré » et à l'amélioration de sa performance. Heureusement que vous n'êtes pas avare lors des vœux, comme vos prédécesseurs, sur les qualités de vos collaborateurs pour compenser les manquements de votre politique.

Les besoins de la population ont-ils tant diminué pour réduire ainsi les services publics ?

Vous ne semblez pas connaître la réalité de la population qui habite dans les cartes postales que vous envoyez peut-être à vos proches lors de vos pérégrinations.

Autre sermon souvent entendu : l'administration se modernise et ouvre d'autres portes d'accès ? Mais pour qui ?

Allez parler d'administration électronique, de paiement dématérialisé dans un département rural et mal desservi, avec une population souvent modeste, des personnes âgées qui ne comprennent rien à vos simplifications administratives qui ne visent qu'à simplifier les lignes budgétaires.

Que valent les engagements répétés du ministre autour du maintien des missions et notamment en zone rurale, quand il refuse dans le même temps de débattre de la politique de l'emploi ? Refuser de débattre du niveau d'emplois nécessaire et poursuivre une politique massive de suppressions des effectifs conduit inéluctablement à la fragilisation des missions et à une dégradation du service rendu. Il ne reste plus ensuite qu'à accuser les services d'inefficacité et donc de poser la question de leur existence.

Et que dire de la nouvelle campagne de dénigrement entamée pour faire payer aux fonctionnaires, comme aux salariés du privé, aux retraités, aux privés d'emplois, aux sans papier, les conséquences d'une crise économique, financière, sociale et politique dont les seuls responsables sont ceux là même qui nous accusent de tous les maux.

Dans un tel contexte, nous ne pouvons accepter que notre Directeur Général laisse croire aux agents qu'une association entre l'Administration, ses agents et les organisations syndicales est possible sur les orientations et la stratégie à mettre en œuvre pour mieux détruire le Service Public.

Aussi, le 2 mars 2010, avec nos collègues de l'interrégion et leurs organisations syndicales qui se sont impliquées dans cette bataille, les sections CGT de la DGFIP de l'Aveyron appellent l'ensemble des agents du département à la grève et à manifester leurs revendications à LABEGE.

Aujourd'hui, les agents exigent autre chose qu'une simple rencontre-alibi avec leur Directeur Général :

- L'arrêt des suppressions d'emplois.
- De réelles négociations sur les conditions d'exercice des missions.
- L'abrogation de la loi dite de mobilité.
- L'ouverture d'un véritable débat public sur les services publics de proximité.
- La reconnaissance des qualifications par une refonte de la grille indiciaire.
- L'abandon de la Prime de Fonction et de Résultat, synonyme de casse des collectifs de travail.